

Les gauches disent au reste du monde: au Venezuela tout le monde sait ce qui s'est passé

Caracas, 28 août 2024

Aujourd'hui, à un mois de l'avalanche électorale qui a exprimé le choix d'un nouveau président le 28 juillet, la démocratie au Venezuela semble être entièrement suspendue. On prétend interdire la vérité, le mensonge s'est installé comme un régime *de facto*. Au moyen du terrorisme d'État, du contrôle et de la sujétion des institutions et d'un nouvel échafaudage juridique, le Gouvernement impose des restrictions cruelles à la liberté et à la défense des droits des citoyens. Il s'agit d'imposer le silence. Il n'empêche, tout le monde sait ce qui s'est passé.

Ces voix ne peuvent être tuées que de façon temporaire. Le témoin électoral du PSUV qui se tait, le témoin du parti dont la justice a imposé une direction alliée au PSUV et qui se tait, le soldat du Plan República qui se tait [NdT : *déploiement militaire classique censé assurer la bonne tenue du scrutin*] , le témoin d'opposition qui se tait, le fonctionnaire du CNE qui se tait, le juge qui se tait : tout le monde sait ce qui s'est passé.

La méconnaissance de la volonté populaire qui s'est exprimée de façon massive et l'interdiction – soit-disant « légale » – de publier les PVs du scrutin, avec la non publication des résultats détaillés par bureau de vote ont constitué donné le « La ». S'est alors installé un régime qui ne souffre d'aucun autre qualificatif : nous sommes officiellement en dictature. Il n'empêche, tout le monde sait ce qui s'est passé.

Derrière une façade « socialiste » chaque jour moins crédible, l'État dans sa totalité a été séquestré. On prétend interdire les voix dissidentes du récit officiel tout en continuant à manipuler l'utopie libératrice. Mais pour les gauches d'une façon générale, que nous ayons soutenu à un moment ou l'autre le projet de Hugo Chávez ou que nous ne l'ayons jamais soutenu mais nous revendiquons révolutionnaires, pour nous qui luttons pour une société juste, la défense de la démocratie n'est pas négociable.

Pour les gauches et le progressisme, entre ceux qui se réclament du socialisme et ceux qui œuvrent pour une société plus équitable, le système démocratique est le seul qui permet d'avancer vers un monde meilleur. Il n'y a pas de demi-mesure. Interdire la démocratie, la liberté et le respect de l'être humain est contraire à ce qu'il y a de plus essentiel dans l'idéal émancipateur qu'ont su porter les gauches depuis leurs origines. Mais il est des choses plus puissantes que les idéaux abstraits, et même que toutes les formes de terrorisme d'État qu'on peut bien mettre œuvre : tout le monde sait ce qui s'est passé, et tôt ou tard la vérité triomphera.

C'est pourquoi, nous qui défendons l'idéal de libération et d'émancipation des peuples, les intérêts des travailleurs et des pauvres de ce monde, nous n'avons d'autres choix aujourd'hui que d'unir nos efforts afin de réaliser l'unité maximale de notre peuple, des plus amples et plus populaires, en défense des libertés démocratiques, de l'ensemble des droits des citoyens, de notre Constitution nationale, de la loi et de la République. C'est-à-dire la défense de la souveraineté populaire, qui est au fondement de la démocratie et de la Constitution.

Le gouvernement s'est enfoncé dans le mensonge. Il prétend l'imposer par décret parce qu'il sait que la volonté de changement en fait que grandir puisque... tout le monde sait ce qui s'est passé. Les travailleurs, les mères de famille, les secteurs populaires de notre pays, exigent haut et fort le retour de leurs enfants à la maison, non plus seulement de l'exode, mais aussi des gôles du régime.

En ce sens, il ne saurait y avoir d'autre espace politique envisageable que celui qui permette une unité la plus large possible en défense de la liberté et de la Constitution. Il s'agit de reconstruire un grand mouvement pour la sauvegarde de la République et le retour de la démocratie, qui œuvre à la reconstruction nationale du pays, lequel doit refuser toute volonté de représailles, de revanche ou de vengeance, parce que la vitalité démocratique réside dans le dialogue et dans la diversité d'idées qui sont la base même des libertés les plus élémentaires.

Le moment est venu d'appeler à la plus large unité possible pour la défense de la vie en commun. C'est là quelque chose qui transcende toute idéologie. Toutes les gauches et le progressisme, tant du Venezuela comme du reste du monde, devons unir nos efforts à ceux de tous les secteurs démocratiques du pays ainsi qu'à l'étranger qui, dans le respect absolu de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples, lèvent fermement leur voix contre la violation des valeurs démocratiques les plus fondamentales au Venezuela. Le mensonge doit cesser. Le terrorisme d'État doit cesser.

Nous appelons à la manifestation pacifique et citoyenne au Venezuela, pour l'heure dans la sécurité du domicile, mais qui devra se doter d'une grande diversité d'actions de protestation citoyenne dans le cadre de la Constitution, à commencer par le grand *Cacerolazo* national (*casselorade*) qui aura lieu ce 28 août à 20h ; ce parmi d'autres initiatives et jusqu'à obtenir la reconnaissance de la volonté de changement exprimée lors du scrutin présidentiel, dont le résultat aurait dû être corroboré via des mécanismes indépendants et crédibles de vérification impartiale, résultat et mécanismes que le gouvernement prétend enterrer. Il n'empêche, tout le monde sait ce qui s'est passé. Et c'est cette vérité, inaltérable, qui nous impose l'unité pour sauver la République.

En défense de la vérité, pour la sauvegarde de la démocratie et une sortie de la crise politique dans le respect absolu de la Constitution et de la souveraineté nationale.

Caracas, 28 août 2024.

Pour signer appuyer ce communiqué :
<https://forms.gle/ec83fnWkmXQbdtcLA>